

Revenu de Base Universel, Intelligence Artificielle et Automatisation

Simon Thorpe

▶ **To cite this version:**

Simon Thorpe. Revenu de Base Universel, Intelligence Artificielle et Automatisation. 2022. hal-03872130

HAL Id: hal-03872130
https://hal.science/hal-03872130

Preprint submitted on 25 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Revenu de Base Universel, Intelligence Artificielle et Automatisation

Simon Thorpe

10 novembre 2020

Résumé

Les progrès rapides de l'IA et de l'automatisation signifient qu'au cours des prochaines décennies, de nombreux emplois actuellement exercés par l'homme vont disparaître. Comment pouvons-nous survivre à cette singularité économique et faire en sorte que nos enfants et petits-enfants vivent une vie heureuse et enrichissante malgré la perte d'un travail rémunéré ? Certains pensent que nous pourrions nous diriger vers un monde de "capitalisme de luxe entièrement automatisé" où les biens et les services n'ont pratiquement aucun coût. C'est déjà le cas pour de nombreux services basés sur l'internet, et d'autres services essentiels comme l'éducation, la santé, les transports, l'énergie et l'eau pourraient suivre. Mais les gens pourraient-ils vraiment vivre décemment sans argent ? Je propose ici qu'un revenu de base universel (RBU) soit une caractéristique essentielle de toute solution future à la singularité économique.

Contrairement à une opinion largement répandue, un tel revenu est en effet abordable et pourrait être mis en œuvre par une refonte radicale du système social et fiscal actuel. Au lieu de recourir à des prestations complexes soumises à des conditions de ressources et à un système fiscal truffé de niches, les gouvernements pourraient fournir une somme fixe à chacun sans condition, puis taxer tous les revenus supplémentaires à un taux fixe, quelle qu'en soit la source. Des simulations pour l'économie française montrent qu'un système avec un revenu de base de 600 euros par mois par adulte pourrait être financé entièrement par une taxe forfaitaire de 30 % sur tous les revenus supplémentaires. Les 61% de la population qui gagnent moins de 2000 euros par mois seraient en effet soumis à une sorte d'impôt négatif, une idée déjà proposée par nul autre que Milton Friedman dans les années 1960. Deux milles euros par mois est le niveau de rémunération où le taux d'imposition de 30% annule le revenu de base de 600 euros. Fait remarquable, l'impôt net payé par les 39 % qui gagnent plus de 2 000 euros par mois suffit à financer l'ensemble du système ! D'un seul coup, la réforme éliminerait également les centaines d'allégements fiscaux qui rendent les systèmes actuels si compliqués. Dans tous les cas, des subventions publiques directes fonctionnellement équivalentes peuvent encourager des comportements souhaitables (isolation des maisons, passage aux véhicules électriques, utilisation de sources d'énergie renouvelables, etc).

Il existe déjà des groupes de personnes qui peuvent éviter complètement le travail rémunéré. Les retraités disposant de pensions confortables, les personnes ayant hérité de richesses et quelques personnes ayant gagné suffisamment pour prendre une retraite anticipée peuvent tous choisir de mener un style de vie à faible impact écologique s'ils le souhaitent. Et ils peuvent décider de se consacrer à la vaste gamme d'activités qui sont très précieuses, mais non rémunérées. Il ne s'agit pas seulement de travail caritatif, mais aussi d'activités créatives très gratifiantes, même non rémunérées. Pourquoi ne pas donner cette possibilité à tout le monde ? Même un modeste RBU permettrait aux gens d'adopter un mode de vie à faible consommation, peut-être en s'installant dans des zones rurales et en cultivant leur propre

nourriture. Plus les gens seront nombreux à faire ce choix, plus nous aurons de chances de sauver notre planète, c'est pourquoi il faut l'encourager activement. Et la libération des instincts créatifs naturels que beaucoup de gens ont sera également très bénéfique.

Il est important de noter qu'avec un RBU, les gens seraient libres d'adopter le mode de vie de leur choix. Notre système actuel oblige la grande majorité des gens à travailler de 9 à 5, cinq jours par semaine à partir du jour où ils quittent l'école jusqu'au jour où ils prennent leur retraite environ quarante ans plus tard. Ceux qui ne correspondent pas à ce modèle et qui dépendent actuellement des prestations sociales sont souvent traités comme des citoyens de seconde zone, des "profiteurs", ou pire encore. Et cela est vrai même s'ils passent tout leur temps libre à faire un travail précieux, mais non rémunéré.

Cette discrimination prendrait fin avec l'introduction d'un RBU. Certaines personnes continueraient sans doute à travailler de très longues heures parce qu'elles ont envie d'un style de vie plus extravagant, avec des voitures de luxe et des vacances dans des endroits exotiques. Mais d'autres pourraient choisir de ne travailler que 10 heures par semaine, ou une semaine par mois, ou encore trois mois par an. Ils pourraient aussi vivre parfaitement heureux sans aucun travail rémunéré ou décider de cesser de travailler pendant un an ou deux à différents moments de leur vie sans avoir à attendre un âge de retraite totalement arbitraire. En effet, il n'y aurait pas besoin d'un âge fixe pour la retraite. La notion même de "chômage" n'aurait plus de sens, ce qui ferait disparaître l'obsession actuelle de réduire au maximum le taux de chômage. Comme l'a fait valoir Dave Graeber, environ 40 % des gens pensent que leur emploi est totalement sans intérêt et ne remplit aucune fonction utile. L'introduction d'un RBU éliminerait beaucoup de ces emplois "bull-shit" et permettrait aux gens de faire un travail non rémunéré bien plus précieux.

Un tel système permet également de mettre en place des pratiques de travail flexibles qui favorisent le passage à l'économie du "gig" et aux contrats à durée zéro, si appréciés par les entreprises. Mais cela se ferait naturellement, sans les risques d'exploitation inhérents au système actuel. De même, les taux de rémunération des emplois pénibles mais vitaux (comme le travail de première ligne des infirmières et des soignants) augmenteraient naturellement. Le RBU fournit également une forme de subvention à la production locale, tout comme les soins de santé universels permettraient d'éviter les coûts massifs des soins de santé qui paralysent actuellement les entreprises aux États-Unis.

Alors qu'un RBU pourrait être introduit au niveau régional ou national en réformant radicalement le système social et fiscal, une possibilité encore plus intéressante serait de mettre en place un RBU pour l'ensemble de la population de la planète. L'instauration d'un salaire minimum à 50 % du salaire médian dans tous les pays du monde coûterait environ $10,6 milles milliards par an. Bien que ce chiffre puisse sembler énorme, il est minuscule comparé aux 14,9 ***millions*** *de milliards de dollars de transactions financières signalés par la Banque des règlements internationaux en 2018. Un modeste 0,1 % sur l'ensemble de ces transactions générerait des recettes plus que suffisantes pour financer l'ensemble du système.*

Une autre source potentielle d'un RBU mondial pourrait être une taxe sur tous les actifs - financiers, immobiliers ou autres formes de richesse, qu'ils soient détenus par des particuliers, des « trusts » ou des sociétés. Imaginez d'imposer une taxe annuelle de 1 % sur tous ces actifs, quel que soit leur lieu de détention (y compris les lieux qui sont actuellement des paradis fiscaux). Cela pourrait facilement fournir l'argent nécessaire pour donner à chacun la

possibilité de vivre un mode de vie modeste et à faible consommation, où qu'il vive sur la planète.

Les progrès de l'IA et de la robotique pourraient potentiellement être immensément bénéfiques pour l'humanité. Mais avec le système actuel, il existe un réel danger que ces technologies aient des conséquences dévastatrices. Mais avec un RBU en place, les progrès de l'IA et de la robotique peuvent avancer à toute vitesse sans risque de troubles sociaux massifs. Les gens adopteraient simplement un mode de vie moins axé sur la consommation de manière tout à fait progressive, sans qu'il soit nécessaire d'imposer une solution particulière de manière descendante. Dans le même temps, nous ferions notre part pour sauver la planète. Il semble qu'avec le RBU, nous pouvons vraiment avoir le beurre et l'argent du beurre.

Argumentaire détaillé - Introduction

De nombreuses personnes partagent la conviction que les progrès de l'IA et de l'automatisation auront des effets profonds sur l'humanité dans les décennies à venir. En particulier, il semble probable que les machines pourraient remplacer les humains dans un grand nombre de situations, rendant une proportion importante de la population inemployable. Pour tous ceux qui doutent de l'impact potentiel de technologies de pointe telles que le GPT-3 (Generative Pre-trained Transformer 3), le récent article du Guardian intitulé "Un robot a écrit tout cet article". Avez-vous peur maintenant, humain ?" donne un aperçu de ce qui est déjà possible. Le potentiel du GPT-3 à remplacer des équipes entières de journalistes (et d'autres professions hautement qualifiées et bien rémunérées) montre clairement que la technologie n'est pas seulement une menace pour les personnes qui gagnent leur vie grâce à des tâches manuelles répétitives.

Dans cette présentation, j'aimerais faire valoir que l'octroi d'un Revenu de Base Universel (RBU) est l'antidote le plus puissant aux menaces sociétales associées à la révolution de l'IA et que nous devrions faire pression pour mettre en œuvre ces propositions aussi rapidement que possible.

Certains pensent que les progrès technologiques permettront aux gens de vivre raisonnablement bien, même sans travailler. L'auteur Calum Chase a appelé cela le "Fully Automated Luxury Capitalism". Et il est vrai qu'il existe un certain nombre de domaines où cela devient déjà une réalité. Voici une liste de certains domaines où des biens et des services peuvent être fournis aux personnes à faibles revenus - même si elles perdent leur capacité à trouver un emploi rémunéré.

- **Internet.** Des milliards de personnes peuvent désormais accéder à un large éventail de services, dont la radio, la télévision et l'internet, à un coût pratiquement nul. Wikipédia, Facebook, Google, Spotify et les services bancaires sont tous accessibles à toute personne disposant d'une connexion internet et d'un téléphone portable ou d'un ordinateur. Et il existe désormais de nombreux dispositifs permettant de fournir gratuitement des smartphones aux personnes qui n'ont pas les moyens d'en acheter un elles-mêmes, voir par exemple un exemple récent à Lagos, au Nigeria.
- **L'énergie et l'eau.** Chaque citoyen pourrait bénéficier gratuitement d'une allocation de base pour l'électricité et l'eau, et les entreprises ne seraient autorisées à faire payer que la consommation dépassant les quotas de base.

- **L'éducation.** Dans presque tous les pays, l'éducation est gratuite au moins jusqu'à la fin du lycée, mais il y a de nombreux pays où même l'enseignement universitaire est soit gratuit, soit à un coût minime. Il s'agit notamment de la Norvège, de la Finlande, de la Suède, de l'Allemagne, de la France et du Danemark.
- **La santé.** Bien qu'il y ait quelques exceptions flagrantes (comme aux États-Unis), la majorité des pays offrent désormais des soins de santé universels gratuits.
- **Transport.** Il y a maintenant plus de 100 villes où les transports sont gratuits, et la tendance s'accélère. Tallinn est devenue la première capitale de l'UE à offrir des transports gratuits en 2013, et en 2020, le Luxembourg est devenu le premier pays à offrir des transports entièrement gratuits. Mais les choses pourraient encore s'améliorer lorsque les véhicules électriques à conduite autonome deviendront une réalité. Les gouvernements pourraient décider de fournir un service de type Uber, de sorte que toute personne possédant un smartphone puisse simplement demander à être transportée pour se rendre n'importe où. La réduction des embouteillages et du nombre de véhicules requis pourrait facilement justifier la dépense.

Il semble donc évident que les gens pourraient avoir un style de vie modeste sans changer complètement le système. Et bien qu'il ne s'agisse pas d'un « capitalisme de luxe entièrement automatisé », cette tendance va probablement s'accélérer. D'autres éléments vitaux nécessaires pour mener une vie décente pourraient être un peu plus difficiles à fournir à un coût nul parce que les exigences varient tellement d'un individu à l'autre. La nourriture, les vêtements et le logement peuvent tous être des articles coûteux, même si vous pouvez réduire considérablement les coûts en choisissant de mener un style de vie plus frugal. Les gens pourraient choisir de manger moins de viande et de produits laitiers, de recycler les vêtements en ignorant les dernières modes et choisir de vivre loin des villes chères et surpeuplées.

Mais les gens pourraient-ils vraiment vivre décemment alors que les progrès de l'IA et de la robotique ont limité leur capacité à gagner de l'argent ? Avant de discuter du rôle potentiel du RBU examinons comment les systèmes actuels feraient face à une augmentation du chômage technologique. Dans de nombreux pays, l'État interviendrait pour aider les personnes ayant peu ou pas de ressources en utilisant toute une série de dispositifs soumis à des conditions de ressources qui obligent souvent les gens à prouver qu'ils cherchent activement un emploi rémunéré. Mais ces régimes posent de nombreux et graves problèmes. De nombreuses personnes éligibles à l'aide ne profitent pas de ces régimes, soit parce qu'ils sont souvent trop compliqués, soit parce qu'il est honteux de vivre de l'aide sociale. Et dans de nombreux cas, l'aide est supprimée dès que la personne commence à gagner un revenu supplémentaire, ce qui signifie que le taux marginal d'imposition effectif peut être très élevé - 80 % ou plus. Les pièges de la pauvreté qui en résultent peuvent faire que les gens restent bloqués dans la pauvreté, même s'ils souhaitent travailler.

Les pièges de la pauvreté peuvent être évités si, au lieu de fournir une aide sous la forme de prestations sous condition de ressources, l'État se contente d'apporter un soutien à chacun, en utilisant des versements mensuels réguliers sans conditions - la définition même du revenu de base universel (RBU). Dans cet article, je me pencherai sur la question fondamentale de savoir comment un tel mécanisme pourrait être mis en œuvre et comment il pourrait changer la nature de la société. En particulier, je soutiendrai qu'un revenu de base universel (RBU) sera un élément essentiel de toute solution future à la singularité économique.

Le principal problème - le financement d'un RBU

L'affirmation de son coût élevé est l'une des objections principales à un revenu de base universel. Si vous multipliez simplement le montant des versements du revenu universel de base par le nombre de personnes, vous obtenez certainement des chiffres énormes. Mais, comme nous le verrons, un changement radical de l'ensemble du système fiscal et social peut facilement couvrir ces coûts.

Supposons que chaque adulte reçoive chaque mois une somme d'argent standard, sans condition, mais qu'il paie ensuite des impôts à un taux fixe sur tout revenu supplémentaire, quelle qu'en soit la source. Il est intéressant de noter que le régime qui en résulterait pourrait être très proche du système actuel, mais sans les frais généraux administratifs. Considérons la situation en France où moins de la moitié de la population en âge de travailler paie un impôt sur le revenu. Vous pourriez verser 600 euros par mois à chaque adulte et imposer tous les revenus à un taux forfaitaire de 30 %. 61 % de la population française gagne moins de 2 000 euros par mois, ce qui correspond au point où leurs paiements d'impôts (30 % de 2 000 euros, soit 600 euros) annulent le revenu de base. Toutes ces personnes bénéficieraient effectivement d'une forme d'impôt négatif sur le revenu, une idée déjà proposée par Milton Friedman dans les années 1960. Il est remarquable de constater que le montant des recettes de l'impôt sur le revenu payé par les 39 % qui gagnent plus de 2 000 euros par mois suffit à financer l'ensemble du système. Dans un tel cas, le RBU associé à un impôt forfaitaire de 30 % sur tous les revenus serait un système purement redistributif - prenant l'argent des hauts revenus et l'utilisant pour aider ceux qui gagnent moins de 2000 euros.

Il est intéressant de noter qu'un taux d'imposition forfaitaire de 30 % a déjà été imposé par le gouvernement français sur tous les revenus de sources financières (dividendes, loyers, etc.). La réforme serait donc une simple extension de cette même imposition forfaitaire à toutes les formes de revenus, y compris les salaires, les pensions, etc. Il convient également de noter qu'il est facile d'échelonner le montant du revenu de base même dans ce système d'autofinancement. Pour l'essentiel, l'augmentation de l'impôt forfaitaire de 30 à 40 % augmente le RBU de 200 euros. Vous pouvez donc choisir entre 600 € par mois avec un impôt forfaitaire de 30%, 800 € avec un impôt de 40% ou même 1000 € par mois avec une taxe de 50%.

Une autre preuve qu'un RBU peut effectivement être abordable est fournie par un site web, développé par une équipe basée à Bordeaux, où vous pouvez simuler différentes manières de financer un RBU. J'ai découvert qu'il était possible de fournir un revenu minimum garanti de 920 euros par mois pour tous les adultes, et de la moitié de ce montant pour les moins de 18 ans (460 euros). Le coût total serait de 645 milliards d'euros, mais le simulateur montre que cela pourrait être entièrement financé. Il y aurait même un excédent de 9 millions d'euros. Il serait possible de réaliser beaucoup de choses en fusionnant un grand nombre de régimes de prestations existants avec les versements du revenu de base. Elles comprennent l'équivalent de l'allocation de demandeur d'emploi (15,4 milliards d'euros), l'aide au logement (17,4 milliards d'euros), les exonérations fiscales pour les bas salaires (38,7 milliards d'euros), les allocations familiales (36 milliards d'euros), les pensions d'État (219 milliards d'euros) et les allocations de chômage (38,1 MD€). Mais elle exige également l'élimination des niches fiscales (34 milliards d'euros) et des effets de l'individualisation fiscale (37 milliards d'euros). J'ai également fixé le taux de l'impôt sur le revenu à 0 %, mais je l'ai remplacé par la CSG

(contribution générale de solidarité), qui est un impôt forfaitaire sans faille s'appliquant à toutes les formes de revenus. Je l'ai fait passer du taux actuel de 7,9 % à 30 %. J'ai même réussi à abolir complètement la TVA, mais j'ai augmenté l'impôt sur la fortune existant de 1,18 % à 2 % et j'ai fixé une taxe carbone à 100 euros par tonne. J'ai choisi l'option de taxer les transactions financières, ce qui permettrait de récolter 50 milliards d'euros supplémentaires sur la base d'un taux de 0,012 % seulement, mais cela pourrait être facilement augmenté. En conclusion, ce simulateur officiel du gouvernement, utilisant des chiffres officiels, démontre que le financement d'un RBU est parfaitement faisable - si la volonté politique existe.

Plus tard, nous examinerons deux autres moyens de financer un RBU au niveau mondial. Mais ceux-ci peuvent être combinés avec les propositions mentionnées ici. Donc, si nous pouvons convenir que la mise en œuvre d'un RBU est possible, quels en seraient les avantages ?

Avantage 1 – Simplification

La mise en œuvre d'un RBU permet de simplifier considérablement les régimes existants pour les personnes à faibles revenus ou qui risquent de perdre leurs moyens de subsistance en raison des progrès de l'IA et de la robotique. Certains affirment qu'il est préférable de cibler ce type de soutien pour éviter de verser des paiements à des personnes qui n'ont pas besoin d'argent - pourquoi verser un revenu de base à des millionnaires ? Mais fondamentalement, fournir un revenu de base de 600 euros (ou autre) à une personne qui gagne 100 000 euros par mois revient à lui accorder une réduction du revenu imposable de 2 000 euros par mois.

Une autre chose est gratuite avec un tel système. Le passage à un système de revenu de base et d'impôt forfaitaire permettrait de supprimer des centaines d'allègements fiscaux et de niches qui rendent de nombreux systèmes fiscaux impossibles à gérer sans aide professionnelle. Aux États-Unis, la complexité du système fiscal oblige même les personnes occupant des postes relativement modestes (comme les professeurs d'université) à payer des professionnels pour remplir leur déclaration d'impôts. Si l'affirmation selon laquelle le code des impôts américain compte aujourd'hui environ 70 000 pages n'est apparemment pas valable, le système est très complexe. Il se pourrait que le Royaume-Uni remporte le titre du système le plus complexe, avec 17 000 pages de code fiscal. Une grande partie de cette complexité résulte du lobbying des groupes de pression qui font valoir que leur secteur mérite des réductions d'impôts spécifiques. Essayer d'éliminer une à une toutes ces niches pourrait être extrêmement ardu, de sorte que l'abolition totale de l'impôt sur le revenu serait un moyen simple de vider le système. Mais n'oubliez pas qu'une subvention directe peut remplacer tout allégement fiscal - ils sont fonctionnellement équivalents. Bien entendu, il est relativement facile de défendre un allégement fiscal (puisque personne n'aime payer des impôts et que le lobbying en faveur d'un allégement fiscal est considéré comme un jeu équitable). En revanche, il est beaucoup plus difficile de justifier le fait de se faire subventionner par le contribuable.

La France en fournit une bonne illustration. Le gouvernement offre actuellement une aide de 6 000 euros à toute personne achetant un véhicule électrique, et 6 000 euros supplémentaires pour passer du chauffage au mazout à des panneaux solaires et à une pompe à chaleur. Le gouvernement aurait pu mettre en place une telle aide par le biais d'allégements fiscaux, mais cela ne concernerait que les personnes qui paient des impôts, soit moins de la moitié de la population. Les subventions directes sont donc un moyen beaucoup plus équitable de

distribuer les aides d'État, car tout le monde peut en bénéficier. Et, comme elles sont accessibles à tous les citoyens, elles ressemblent à un revenu de base inconditionnel. La seule différence réelle est que l'aide est versée en une seule fois et non sous forme de versements mensuels réguliers.

Avantage 2 – Choix du mode de vie

Un deuxième avantage important du RBU est qu'il permet aux gens de choisir leur mode de vie sans avoir à passer une grande partie de leur temps à gagner de l'argent. Notre système actuel oblige de nombreuses personnes à travailler de 9 à 5, cinq jours par semaine à partir du jour où elles quittent l'école jusqu'au jour où elles prennent leur retraite environ quarante ans plus tard. Ceux qui ne correspondent pas à ce modèle et qui dépendent actuellement des prestations sociales sont souvent traités comme des citoyens de seconde zone, des "profiteurs", ou pire encore. Et cela est vrai même s'ils passent tout leur temps libre à faire un travail précieux, mais non rémunéré.

Il existe déjà des groupes de personnes qui peuvent éviter complètement le travail rémunéré, sans être étiquetés comme des profiteurs pour vivre des allocations. Les retraités qui bénéficient de pensions confortables, les personnes qui ont hérité de richesses et quelques personnes qui ont gagné suffisamment pour prendre une retraite anticipée peuvent tous vivre sans travailler pour de l'argent. Un autre groupe très important, surtout sur le plan historique, est celui des "femmes au foyer" ou "mères au foyer". Au début du XXe siècle, près de 90 % des femmes étaient des femmes au foyer ou des mères au foyer. En 2011 encore, environ 20 % des femmes françaises se décrivaient comme des femmes au foyer. De nos jours, le statut de femme (ou d'homme !) au foyer n'est possible que pour les personnes dont le partenaire gagne suffisamment d'argent pour leur donner cette possibilité. Dans la plupart de couples les deux sont obligés de travailler pour payer les factures.

Il existe donc déjà plusieurs groupes au sein de la société qui ont la liberté de consacrer leur temps à une vaste gamme d'activités qui peuvent être très précieuses, même si elles ne sont pas rémunérées. Il s'agit notamment du travail à domicile et des soins aux enfants, mais aussi du travail caritatif et d'autres causes louables. Ils peuvent également s'adonner à un large éventail d'activités créatives qui sont très gratifiantes, même si elles ne sont pas rémunérées.

On pourrait dire que les gens ont besoin d'être payés pour les motiver à faire des choses qui sont d'une importance vitale pour la société. Mais certaines des réalisations les plus impressionnantes de l'humanité ont été faites sans récompense monétaire. L'ensemble du projet Wikipédia n'implique qu'environ 280 personnes rémunérées, le reste du travail étant effectué par des bénévoles non rémunérés. Actuellement, environ 70 000 personnes effectuent cinq modifications ou plus par mois sur la version anglaise de Wikipédia, le tout gratuitement. Il est à noter que Wikipédia a pratiquement démoli le marché des encyclopédies produites commercialement, comme la vénérable Encyclopaedia Britannica qui a probablement été publiée sous forme imprimée pour la dernière fois en 2010, après 244 ans d'existence. De même, les projets de logiciels libres comme Linux, produits par des armées d'enthousiastes non rémunérés, ont démontré qu'ils pouvaient rivaliser avec les produits de Microsoft et d'Apple, malgré leurs ressources phénoménales. En effet, depuis 2017, Linux est désormais le seul système utilisé sur les supercalculateurs du TOP500.

Il est donc clair que plusieurs groupes de la société peuvent choisir ce qu'ils veulent faire de leur temps. Pourquoi ne pas donner cette possibilité à tout le monde ? Imaginez le

changement si tout le monde pouvait participer à un travail non rémunéré - y compris ceux qui sont actuellement obligés de sortir et de gagner leur vie 40 heures par semaine, toute l'année. Ces personnes devraient-elles être obligées de prendre du temps sur leurs week-ends et vacances pour faire des choses utiles qu'elles seraient ravies de faire si seulement elles avaient le choix ?

Il est intéressant de noter que dans son livre "Bullshit Jobs : A Theory" de 2018, l'anthropologue David Graeber a découvert qu'environ 40 % des personnes ayant un travail rémunéré pensent que leur emploi est totalement sans intérêt et ne remplit aucune fonction utile. Il s'ensuit que si un RBU permettait à toutes ces personnes d'arrêter de perdre leur temps et de faire quelque chose d'utile, nous en profiterions tous. Tragiquement, David Graeber est décédé le 2 septembre 2020.

Avantage 3 – Écologie

Un autre avantage d'un RBU serait son impact écologique. Même un modeste RBU permettrait à certaines personnes d'adopter un mode de vie à faible consommation, peut-être en s'installant dans des zones rurales et en cultivant leur propre nourriture. Environ 1000m^2 de terre peuvent nourrir une famille de quatre personnes, mais cela nécessite actuellement environ 6 heures de travail par jour. Cependant, des robots intelligents à faible coût pourraient réduire considérablement la quantité de travail nécessaire en cueillant des fruits ou en enlevant les mauvaises herbes. En outre, cela réduirait considérablement le besoin d'herbicides et contribuerait à la protection de l'environnement. Plus les gens seront nombreux à faire ce choix, plus nous aurions de chances de sauver notre planète. C'est pourquoi il faut l'encourager activement.

En France, par exemple, il y a environ 28 millions d'hectares de terres agricoles. Si 1 % de ces terres étaient réquisitionnées et distribuées aux gens sous forme de jardins familiaux pouvant être utilisés pour la culture de denrées alimentaires, cela permettrait à une partie importante de la population française (environ 11 millions de personnes) de devenir autosuffisante en matière d'alimentation. Le coût moyen des terres agricoles en France étant d'environ 6000 euros par hectare, la terre nécessaire pour nourrir une famille de 4 personnes ne coûterait qu'environ 600 euros, ce qui représente un investissement très modeste. À de tels prix, les communes rurales françaises pourraient simplement donner des terres à tous les habitants, ce qui leur permettrait d'attirer les citadins à la campagne et de revitaliser les communes rurales.

Avantage 4 – Flexibilité

Un RBU mettrait fin à l'actuel système inflexible où la durée de la journée de travail et les heures où les gens doivent travailler sont imposées d'en haut. Avec un tel système, les gens pourraient décider librement du temps qu'ils consacrent à un travail rémunéré. Certains pourraient choisir de travailler 100 heures par semaine une partie du temps (ce serait leur choix). Mais d'autres pourraient ne faire que 10 heures de travail rémunéré par semaine ou même renoncer complètement au travail rémunéré. De même, il n'y aurait aucune obligation de travailler toute l'année. Les gens pourraient facilement décider de ne travailler qu'une semaine par mois, ou trois mois par an. Avec un tel degré de flexibilité, le concept de "chômage" cesserait d'exister.

Un tel système aurait également un impact sur les nombreux emplois vitaux qui sont actuellement mal payés. La récente pandémie de covid-19 a mis en évidence l'importance du

personnel de santé de première ligne, y compris les infirmières et le personnel auxiliaire. Si ces travailleurs n'étaient pas obligés de travailler de longues heures, ils pourraient préférer travailler à temps partiel - peut-être juste un ou deux jours par semaine, ou pour des périodes relativement courtes. Pour les inciter à travailler, les employeurs pourraient être obligés d'augmenter le niveau de rémunération afin de les convaincre de continuer à faire de longues heures. L'effet net serait que les emplois vitaux mais épuisants qui sont actuellement mal payés finiraient par figurer parmi les emplois les mieux rémunérés de l'économie. Plus attractifs, ils seraient recherchés par de plus nombreuses personnes.

Le désir de flexibilité a été un facteur dans le développement de l'économie dite "Gig" et des « zero hour contracts », en particulier au Royaume-Uni. Pour une entreprise, cela peut être un avantage significatif, surtout avec le besoin de travailleurs saisonniers dans des domaines comme le tourisme et l'agriculture. Alors que les contrats "zéro heure" actuels conduisent à l'exploitation des travailleurs, dans un système avec un RBU, ces critiques perdent de leur pertinence.

Un RBU présente d'autres avantages pour les entreprises en subventionnant efficacement la production locale. Imaginez que vous êtes dans le secteur de la fabrication de voitures et que vous essayez de décider où implanter une nouvelle usine. Un pays doté d'un RBU aurait un avantage naturel car une partie des frais de subsistance des employés est déjà couverte, ce qui réduit les coûts de fabrication globaux. Un argument similaire s'applique déjà à la santé. Dans la plupart des pays développés, la fourniture de soins de santé universels réduit les coûts pour l'industrie. L'exception flagrante est les États-Unis, où les employeurs doivent couvrir la totalité des coûts des soins de santé pour les travailleurs et leurs familles. Les entreprises américaines sont donc sérieusement désavantagées par rapport à pratiquement tous les autres pays de la planète. Il est étrange, voire incompréhensible, que les chefs d'entreprise qui soutiennent actuellement le plan de Trump visant à éliminer l'"Obamacare" n'aient pas réalisé l'importance de ce point.

Vers un RBU mondial ??

Jusqu'à présent, dans cet essai, j'ai parlé de la mise en œuvre d'un RBU au niveau local - national ou régional. Remplacer le système complexe actuel de prestations et de taxation par un RBU couplé à un impôt forfaitaire sur tous les revenus pourrait en effet fonctionner au niveau local. Mais le défi imposé par les progrès de l'IA et de l'automatisation est un défi qui touchera à peu près tout le monde sur la planète. Peut-on imaginer un scénario pour introduire un RBU au niveau mondial ?

Supposons que nous décidions d'instaurer un impôt sur le revenu des ménages à hauteur de 50 % du revenu médian par habitant. Combien cela coûterait-il ? En utilisant les données du World Population Review, on obtient un total d'un peu moins de 10,6 billions de dollars. Ce chiffre peut sembler énorme. Mais choisir de fournir un UBI à 50 % du revenu médian par habitant est assez généreux. Par exemple, au Royaume-Uni, cela correspondrait à près de 400 livres sterling par mois pour chaque homme, femme et enfant - jusqu'à 1600 livres sterling pour une famille de quatre personnes. Les chiffres pour la France seraient similaires - environ 440 euros par mois. Les coûts seraient beaucoup plus élevés dans les pays scandinaves où le coût de la vie est beaucoup plus élevé, et où les revenus médians sont environ 50 % plus élevés. Mais le coût d'une opération équivalente dans les pays africains où le revenu médian est généralement bien inférieur à 35 dollars par mois serait presque insignifiant.

Dans ma contribution au livre « Stories from 2045 : Artificial Intelligence and the Future of Work – a collection of short stories by the Economic Singularity Club », j'ai fait la suggestion radicale qu'une taxe très modeste de 0,1 % sur toutes les transactions financières pourrait financer entièrement les 10 600 milliards de dollars nécessaires pour un Revenu de Base Universel. Les données compilées par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) montrent qu'en 2018, ces transactions se sont élevées à au moins 14,9 quadrillions de dollars, soit plus de mille fois la somme nécessaire pour assurer un RBU pour tous. Et cette somme est presque certainement massivement sous-estimée car les chiffres de la BRI ne tiennent pas compte d'acteurs majeurs comme l'Options Clearing Corporation (OCC), basée à Chicago, qui se décrit comme "la plus grande organisation de compensation de dérivés d'actions au monde", compensant 5 milliards de contrats par an. De même, selon la BRI, les opérations de change s'élèvent à 6600 milliards de dollars par jour, ce qui, avec 250 jours de négociation par an, représente environ 1.6 millions de milliards de dollars. Les volumes quotidiens de swaps de taux d'intérêt sont également de la même valeur, de sorte que le chiffre de 14,9 quadrillions de dollars est tout à fait plausible. Bien sûr, certains dans le secteur financier peuvent prétendre que même une taxe de 0,1 % sur les transactions financières aurait des conséquences catastrophiques. Mais le fait est que le taux de 0,1 % est similaire aux frais de transaction imposés par le secteur lui-même, donc cet argumentaire est faux. Si 0,1% de la valeur des transactions était effectivement canalisé dans l'économie mondiale générale en le donnant simplement aux citoyens du monde, l'impulsion donnée à l'ensemble du système économique pourrait être extrêmement bénéfique.

Il existe un autre moyen relativement simple, mais actuellement inexploré, d'évoluer vers un Revenu de Base véritablement Universel. J'ai récemment proposé l'idée d'une taxe annuelle universelle de 1 % sur tous les actifs - payable quel que soit l'endroit où ils sont détenus. Dans les juridictions où il n'existe pas d'impôt sur les actifs (comme c'est le cas dans les paradis fiscaux comme les îles Caïmans), l'impôt devrait être versé à une organisation mondiale telle que les Nations Unies. Si un accord international pour un tel système était possible (ce qui est certes une tâche difficile), il pourrait éliminer les paradis fiscaux d'un seul coup car il ne serait plus possible d'éviter l'impôt en déplaçant les actifs.

Quel serait le montant des recettes générées par un tel impôt ? Les entreprises figurant sur la liste de Forbes Global 2000 ont des actifs combinés de plus de 200 000 milliards de dollars. Il est clair que le total serait beaucoup plus élevé si nous incluions les actifs des quelque 43 000 sociétés cotées en bourse dans le monde, plutôt que seulement ceux des 2000 premières. Nous devrions également inclure les nombreuses sociétés privées qui sont également tenues de déclarer leurs actifs chaque année. Bien que ces chiffres soient plus difficiles à trouver, le revenu annuel des 50 premières entreprises dépasse les 2 500 milliards de dollars, ce qui suggère que les actifs accumulés des entreprises privées pourraient également être énormes. Nous pouvons également ajouter la valeur globale de l'immobilier que Savill estime à environ 280 000 milliards de dollars et qui augmente actuellement de plus de 6 % par an. Nous devrions également être en mesure d'inclure la valeur d'autres actifs tels que les yachts, les avions, les bijoux et les œuvres d'art. Un moyen simple de déterminer la valeur de ces actifs pour l'impôt sur les actifs consisterait à utiliser la valeur assurée des biens. L'addition des valeurs de tous ces actifs, qu'ils appartiennent à des particuliers, des « trusts » ou des sociétés, pourrait facilement atteindre le chiffre impressionnant d'un quadrillion de dollars. Un impôt annuel sur les actifs de 1 %, serait encore une autre façon de financer un RIB universel fixé à 50 % du revenu médian de l'ensemble de la population de la planète.

Nous avons donc vu qu'il existe différentes options pour financer un RBU. Au niveau local, les gouvernements pourraient réformer leur système d'imposition et de prestations pour assurer un revenu de base. Mais avec la coopération internationale, une taxe universelle sur les transactions financières d'environ 0,1 %, ou une taxe universelle sur les actifs de 1 % par an, suffirait à assurer un revenu minimum vital pour tous. En utilisant les deux taxes, il serait possible d'utiliser des taux encore plus bas. Il est donc clair, espérons-le, que la mise en place d'un impôt sur les transactions financières est parfaitement réalisable - si la volonté politique existe.

L'idée qu'une organisation mondiale telle que les Nations unies puisse organiser la distribution d'un revenu de base à tous les habitants de la planète est sans aucun doute très audacieuse - et peut-être pas très réaliste. Mais les avantages pourraient être énormes. Presque toutes les nations du monde ont adhéré à la liste des 17 objectifs de développement durable des Nations unies. Si tout le monde s'accorde sur ces objectifs, il n'y a guère d'accord sur la manière de les financer. Mais il est intéressant de noter qu'un RBU mondial pourrait aider beaucoup d'entre eux. Les plus évidents sont les objectifs 1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim zéro) et 3 (Santé et bien-être) qui seraient directement touchés, mais un indice de développement durable mondial aiderait à peu près chacun d'entre eux. En outre, le fait de permettre aux Nations unies de mettre en œuvre ce programme leur donnerait un pouvoir de négociation énorme, car elles pourraient subordonner l'octroi de ces allocations au respect par les gouvernements des droits civils fondamentaux, y compris la liberté d'expression.

Commentaires finaux sur l'UBI, l'IA et l'Automatisation

Mon dernier point revient à la question fondamentale de savoir comment nous pourrions faire face aux conséquences de la révolution de l'IA et de l'automatisation croissante sur la quantité de travail rémunéré dans l'économie. J'aimerais faire valoir qu'en introduisant un modeste indice d'activité professionnelle maintenant, ou dans un avenir proche, les gouvernements pourraient facilement faire face à tout changement futur sur le marché du travail.

Pour clarifier ce point, supposons que nous partions de la situation "idéale" du plein emploi avec 100 % de la population en âge de travailler travaillant à temps plein - cinq jours par semaine. Imaginons que sur une certaine période, le nombre d'emplois rémunérés diminue de 50 %. Il existe clairement une série de stratégies. L'une d'elles consisterait à licencier 50 % de la population et à maintenir les personnes qui ont encore un emploi à temps plein. Une autre consisterait à réduire la semaine de travail de 5 jours à 2,5 jours. Mais qui peut dire que tout le monde voudrait cette solution ?

Avec un RBU en place, et fixé à un niveau où il est possible de s'en sortir avec le seul revenu de base (si quelqu'un est heureux de vivre une vie de faible consommation, en cultivant sa propre nourriture), vous pourriez avoir une situation où un nombre égal de personnes décident de travailler à temps plein (5 jours par semaine), à temps partiel (4 jours par semaine, 3 jours par semaine, 2 jours par semaine et 1 jour par semaine), ou de ne pas faire de travail rémunéré du tout. Avec un sixième de la population dans chaque groupe, vous auriez également suffisamment de personnes pour effectuer tout le travail rémunéré disponible. Mais surtout, personne n'aurait à imposer cela d'en haut. Et les forces du marché s'adapteraient naturellement pour faire en sorte que tout le travail rémunéré essentiel soit effectué en augmentant les niveaux de rémunération si nécessaire.

Supposons que, quelques années plus tard, la quantité de travail rémunéré soit tombée à seulement 20 % de la valeur initiale. Il y aurait à nouveau un large éventail de possibilités sans avoir à décréter que tout le monde doit travailler un jour par semaine. L'option évidente serait que 20 % de la population travaille à temps plein et que 80 % n'ait aucun travail rémunéré. Mais vous pourriez tout aussi bien faire en sorte que les deux tiers de la population choisissent de ne pas faire de travail rémunéré, et que le tiers restant soit divisé à parts égales entre les semaines de travail de 1, 2, 3, 4 et 5 jours - une personne sur 15 choisissant toujours de continuer à travailler à temps plein.

Bien entendu, les deux tiers de la population qui n'ont pas de travail rémunéré ne seraient pas nécessairement assis à regarder des séries télévisées interminables ou à jouer à des jeux vidéo (même s'ils ont certainement cette possibilité). Ils pourraient également s'adonner à toutes les activités agréables actuellement réservées aux retraités, à ceux qui ont hérité de la richesse, à ceux qui ont la chance d'avoir gagné suffisamment pour prendre une retraite anticipée, ou qui sont mariés à une personne riche. Ils pourraient également se consacrer à la myriade d'options pour un travail non rémunéré gratifiant et précieux qui améliorerait notre monde.

L'intérêt d'avoir un modeste RBU comme base de référence est que chacun pourrait choisir précisément comment il le souhaite de partager son temps entre travail rémunéré, activités de loisirs et travail précieux mais non rémunéré.

Il est également important de réaliser que dans un tel scénario, les forces du marché pourront toujours jouer leur rôle. Si le niveau du RBU est fixé à un niveau suffisant pour vivre modestement sans travail rémunéré, mais pas assez pour offrir un mode de vie somptueux, l'argent sera toujours efficace pour motiver les personnes dont le travail acharné est considéré comme particulièrement précieux, comme les chefs de restaurants étoilés au Michelin, les musiciens qualifiés, les acteurs, les vedettes sportives et les entrepreneurs. Vous pourriez même décider du niveau du montant optimal de l'UBI en le fixant de telle sorte qu'un nombre donné de personnes (disons 10 %) choisissent de ne pas travailler.

Un dernier point à souligner est que ce monde futur où chacun choisit librement la façon dont il partage son temps peut être aussi proche que possible d'une véritable utopie. Il assurerait ce que Jeremy Bentham a appelé "le plus grand bien pour le plus grand nombre". Le fait est que les gens sont différents et qu'il est inutile de chercher une solution "unique" où chacun doit faire ce qu'un bureaucrate a décidé être la quantité optimale de travail rémunéré. Non seulement les gens seront libres de choisir leur combinaison particulière, mais cette combinaison peut aussi changer continuellement de jour en jour, de semaine en semaine, de mois en mois et d'année en année. Il n'y aurait pas de "chômeur", puisque le fait de ne pas avoir de travail rémunéré serait une question de choix, et il n'y aurait aucune honte à choisir un tel mode de vie. En effet, si nous voulons vraiment sauver la planète, nous devrions encourager activement un tel comportement. De même, l'idée même de définir un âge auquel on est autorisé à prendre sa retraite serait considérée comme absurde. En effet, certaines personnes pourraient "prendre leur retraite" dès qu'elles ont quitté l'école - comme le peuvent déjà les enfants de millionnaires. Cela signifie-t-il qu'ils ne feraient jamais rien de valable ?

Pour moi, la principale raison pour laquelle nous nous sommes retrouvés dans le système actuel vient du fait que la grande majorité des gens semblent croire que leur "valeur" peut être mesurée par le montant qu'ils gagnent. Il faut espérer que la plupart des gens seront en

mesure de voir que c'est une illusion. L'élimination de cette idée fausse pourrait être l'impact le plus positif des progrès en matière d'IA et d'automatisation.

Mais le dernier point est qu'avec la mise en place d'un RBU et le développement d'une situation où chacun choisit librement son mode de vie, il n'y aura pas lieu de craindre la montée de l'IA et de l'automatisation. Ces nouvelles technologies peuvent potentiellement être extrêmement bénéfiques pour l'humanité et pour toute la vie sur notre planète. Le RBU est le mécanisme dont nous avons besoin pour pouvoir voir cette technologie progresser sans menacer nos sociétés.